

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 4

22^e année • mercredi 23 janvier 2019

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



NEIL LABRADOR

Les jeunes tirent la sonnette d'alarme

Quelque 22 000 écoliers, gymnasiens et étudiants de Suisse ont fait grève vendredi passé et manifesté dans plusieurs villes du pays pour sommer «ceux d'en haut» d'agir face à l'urgence climatique.

Un mouvement d'une ampleur sans précédent! **PAGE 5**

POINT DE MIRE

UN VENT SE LÈVE...

Sylviane Herranz

À Lausanne, c'est aux cris de «A bas la pollution! Révolution!» que des milliers de jeunes ont défilé vendredi sur la place de la Riponne. Ils étaient presque 10 000, armés de pancartes et de slogans, de leur colère et de leur clairvoyance. Une mobilisation, une clameur, entendue loin à la ronde. Comme l'ont été aussi celles de Genève, Neuchâtel, Fribourg ou d'autres villes en Suisse et en Europe. La jeunesse se lève contre un système qui court à sa perte. Qui détruit la planète, l'environnement, la nature et les êtres humains, avec comme seul et unique but: le profit. Un profit qui ne profite justement qu'à quelques-uns. Un système qui, on le sait, enrichit les plus fortunés alors que la pauvreté s'étend.

Solidar Suisse vient de rendre publique une étude de l'ONG Oxfam. Ses conclusions sont claires: les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 12% l'année dernière (15% en Suisse), alors que la moitié la plus pauvre de la population mondiale a perdu 11% de revenus. Les milliardaires ont grossi leurs actifs de 900 milliards de dollars en une année, soit 2,5 milliards par jour. Les pauvres en ont perdu, eux, 500 millions chaque jour. Oxfam rappelle que les femmes sont les premières touchées par les inégalités, avec des salaires inférieurs de 23% et davantage de difficultés dans l'accès à la santé et à l'éducation.

L'étude montre aussi que la crise financière, qui a pressuré et saigné des peuples entiers, a été bénéfique pour certains: le nombre de milliardaires a presque doublé dans le monde depuis 2008. Autre constat, une politique de cadeaux fiscaux pour les entreprises et les gens fortunés a été menée par quasi tous les gouvernements. Dans les pays riches, les taux d'imposition maximale du revenu sont passés de 62% à 38% depuis les années 1970. «La Suisse a contribué de manière significative à la concurrence fiscale internationale et à l'accroissement des inégalités», écrit Solidar qui rappelle que dans notre pays, 5% des plus riches possèdent presque la moitié de la richesse totale.

Ce système destructeur tient salon cette semaine à Davos. Multinationales, milliardaires, dirigeants politiques y palabrent sur la meilleure manière de poursuivre leur exploitation, tant de la force de travail que de la planète. Mais les têtes d'affiche se défilent. Trump est retenu dans son pays par un blocage budgétaire, fruit de l'opposition à la construction de son mur inique contre les migrants. Macron ne viendra pas, les Gilets jaunes sont toujours dans la rue. Theresa May, empêtrée dans le Brexit, a renoncé elle aussi. Les dirigeants perdent de leur superbe. Empêchés de gouverner comme ils le souhaitent par des forces de résistance aussi variées qu'imprévues. Telles que les jeunes en grève pour le climat, ou les Gilets jaunes en France. Un vent se lève pour changer ce système. Puisse-t-il, avec le concours des travailleurs luttant contre l'exploitation, balayer les nuages noirs aux relents racistes et autoritaires qui s'amoncellent dans de trop nombreux pays, et ceux des multinationales et pollueurs de tout poil qui condamnent l'avenir de la jeunesse et de l'humanité tout entière. ■

PROFIL

Séverine Blanc, femme-orchestre.

PAGE 2

POUVOIR D'ACHAT

Erosion à l'œuvre en Suisse aussi.

PAGE 3

INTERNATIONAL

Grève générale historique en Inde.

PAGE 6

FEMMES



Le Manifeste de la grève du 14 juin est sorti.

PAGE 7

Sonya Mermoud

Un bouquet de lys dans un vase Ming, une table danoise, une coiffe particulière, un cœur en latex, des têtes coupées et toutes sanguinolentes, un violon en plexiglas, une éolienne... Difficile d'imaginer activité plus variée que celle remplie par Séverine Blanc, fabriquant nombre d'objets hétéroclites ou se fournissant dans les brocantes ou via Internet. Accessoiriste, la Vaudoise de 47 ans contribue à créer l'atmosphère de pièces au gré des requêtes de metteurs en scène, de

«Petite, j'ai vu une représentation de la Fête des vigneron. J'ai été fascinée par son opulence, son faste, les déguisements des acteurs. J'ai aussitôt su que je travaillerai dans le monde du théâtre»

décorateurs ou recourant à son propre imaginaire. Une profession qui plante ses racines dans son enfance. «Petite, j'ai vu une représentation de la Fête des vigneron. J'ai été fascinée par son opulence, son faste, les déguisements des acteurs. J'ai aussitôt su que je travaillerai dans le monde du théâtre», raconte celle qui suivra l'école des Arts appliqués à Vevey, section décoratrice-étalagiste. Le cursus comprend alors un stage professionnel d'un an en entreprise. La jeune femme l'effectue au théâtre de Vidy qui deviendra, son diplôme en poche et un séjour de cinq mois en Australie plus tard, son employeur. S'enchaînent ensuite les tournées. De quoi ravir l'accessoiriste qui a aussi contracté le virus des voyages.

AUX QUATRE COINS DU MONDE

«Durant cinq ans, j'ai accompagné aux quatre coins du monde une troupe interprétant *Oh les beaux jours*, mise en scène par Peter Brook», raconte Séverine Blanc, des étoiles plein les yeux à l'évocation de ce souvenir. Période où elle devra notamment gérer «un gros et complexe tas de sable» figurant dans la pièce. «Mais je ne me suis pas ennuyée une minute, rencontrant chaque fois des personnes différentes, découvrant de nouveaux lieux.» Entre deux déplacements et par la suite, la passionnée va aussi travailler pour d'autres commanditaires. Le théâtre Malandro d'Omar Porras – où elle fait la connaissance d'un technicien vidéo, aujourd'hui son conjoint et père de ses deux enfants – celui de Barnabé à Servion, des organisateurs de fêtes locales, l'Opéra de Lausanne, d'Avenches... Séverine Blanc multiplie les collaborations. «A la naissance des enfants, j'ai toutefois freiné la cadence», poursuit cette mère travaillant aujourd'hui à



Séverine Blanc et un nain qu'elle a déniché pour un décor. Un petit qui a beaucoup tourné...

FEMME-ORCHESTRE

Accessoiriste, Séverine Blanc conjugue sa vie professionnelle avec le monde du spectacle. Entre réalisme et imagination débridée

30% pour le théâtre de Vidy et acceptant toujours des mandats en indépendant. De quoi pimenter son quotidien professionnel, son employeur fixe privilégiant davantage la production de pièces réalistes. «Une tendance à l'épure et beaucoup de vidéos», note l'accessoiriste ravie dès lors d'élargir

le spectre de ses interventions aussi à d'autres demandeurs susceptibles de recourir à sa fantaisie et à son âme de bricoleuse.

TOUCHE-À-TOUT

«Je travaille avec tous les matériaux. Je peux souder, coudre, sculpter, des-

siner.... Dans mon métier, on touche à tout. On sait tout faire. Mais mal», rigole cette femme-orchestre à même de réaliser une lime munie d'une poche de faux sang qui maculera une gorge lorsqu'on la compresse comme un costume en forme de patate géante ou de faire tomber la pluie... Mais non sans

déplorer aujourd'hui des budgets à la baisse. «On doit souvent, hélas! créer au rabais.» Alors qu'elle passe également beaucoup de temps à dénicher des objets, à mener des recherches historiques. «Ce que j'apprécie le plus, c'est la diversité de mon travail», ajoute Séverine Blanc, conduite encore régulièrement à travailler au décor ou à jouer l'accessoiriste plateau. Poser un meuble entre deux scènes. Passer un habit à un comédien. Rouler un tapis... Electron libre interagissant avec les différents corps de métiers du spectacle, la passionnée confie aussi «faire souvent du social». «Il faut s'occuper des comédiens. Les soutenir. Gérer parfois des ego démesurés. Accepter les exigences des uns et des autres.» Et l'accessoiriste de citer, par exemple, qu'elle devait systématiquement tendre un baquet à un acteur avant son entrée sur scène pour vomir... le trac... ou veiller à poser l'anse d'une tasse toujours du même côté... accessoire-béquille. Patience, minutie et ténacité requises. Pas de quoi étioier l'enthousiasme de la Vaudoise. Et quand bien même elle réalise un travail de l'ombre.

SAINT-BERNARD DES COULISSES

«Si j'avais voulu être dans la lumière, j'aurais fait un choix différent. J'apprécie me rendre utile. Les comédiens peuvent compter sur mon appui. Je suis un peu comme un saint-bernard des coulisses», lance, joyeuse, l'accessoiriste pleine d'énergie. Une personne déterminée et curieuse, irritée par l'injustice et la mauvaise foi, secrète mais non introvertie, qui précise encore se ressourcer dans la nature – elle habite d'ailleurs un hameau dans la campagne vaudoise. Un écrin de verdure vital pour cette femme aussi casanière qu'éprise de grand large – «Quel que soit l'endroit où je me trouve, je parviens à recréer un petit chez-moi». Mais ne lui parlez pas de voyages dans l'espace, de découvertes d'autres planètes. «Un peu présomptueux de vouloir s'y rendre alors qu'on n'a pas encore tout vu ici. Et puis, cette immensité me donne le tournis. Me fait peur. Et montre la petitesse de la Terre dans le cosmos.» Reste que si elle était un animal, elle opérerait quand même pour un oiseau – toujours en accord avec son amour de nouveaux horizons – elle qui adore aussi les choses simples dans lesquelles se cache le bonheur: discuter, s'extasier devant l'esthétique d'un objet du commun, «un fouet mécanique par exemple», échanger un sourire ou juste perdre du temps, «le luxe extrême». Regardant dans le rétroviseur de son existence, la quadragénaire ne nourrit en tout cas aucun regret. «Je referais les mêmes bêtises. J'ai toujours croqué la vie à pleines dents. Et même parfois des cailloux», rigole Séverine Blanc sans plus de détail... ■


DE BIAIS

Christophe Gallaz

LES JEUNES, LE CLIMAT ET LES VIEUX

Avez-vous suivi vendredi dernier, en direct ou le lendemain dans la presse, les mobilisations publiques en faveur d'une préservation climatique organisées dans plusieurs villes de Suisse par ceux qu'on nommera pour simplifier «les jeunes»? Elles ont connu des succès surprenants pour les commentateurs désabusés, et réconfortants pour les observateurs sensibles. Elles auront surtout révélé quelques géographies mentales désespérantes. Notamment les réflexes psychologiques qui configurent depuis des dé-

cennies les comportements adoptés par ceux qu'on nommera, pour simplifier de façon symétrique, les «dominants» du moment. Par exemple la belle brochette de ces enseignants pathétiques, observés dans toute la Suisse romande et notamment en Valais, qui se sont opposés à tout séchage de leurs cours par leurs élèves ou leurs étudiants voulant manifester. De ces enseignants narcissiques au fond, pour qui leur transmission aux jeunes générations d'un corps de connaissances largement conforme au maintien d'un ordre et d'un «système» pourtant reconnus comme dévastateurs, prime toute autoformation citoyenne inventive des intéressés et tout plaidoyer critique de leur part à l'appui des grandes causes à l'échelle planétaire. Et qu'a-t-on perçu, à peine les étendards avaient-ils été repliés, dans maints organes de presse? Une relation des faits oscillant entre la veine paternaliste et les tonalités de l'ironie, avec cette sorte de distanciation policière quoique véreuse (elle est plus ha-

bile que réellement critique) dont les journalistes font parfois leur marque. Ainsi ces journalistes-là, glissés sous les allures du sociologue fatalisé type, nous ont-ils expliqué que les jeunes manifestants ne tiendraient pas longtemps leur cap, et seraient tôt repris par les instincts dont ils avaient été forcément munis dans le cadre de leur bourgeoisie moyenne originelle. Ceux de l'hyperconsommateur branché, bien sûr. Ou n'ont-ils perçu de leur œil subrepticement partial que la brillance du marketing, au point de consacrer les deux tiers de leur article à l'évocation des slogans peints sur les calicots, les T-shirts ou les visages. Ou se sont-ils mis en devoir de rappeler que notre pays la Suisse, même s'il est un des pires pollueurs à l'échelle internationale (il faudrait quatre planètes à tous les peuples de la planète s'ils en sollicitaient les ressources comme le nôtre), est tout de même une prospérité en termes de confort et de prospérité. Bref, aux jeunes de la semaine passée s'est opposée la réaction molle ou même bienveillante en apparence, et

brutalement réactionnaire au fond. Au lieu d'accueillir à cette occasion ce que toute manifestation publique suppose de souffrance ou d'angoisse préalable, et contient de vœu radical, et d'en prendre note utilement, on a géré l'événement comme on gère les crises d'acné juvénile: avec un peu de compassion doucement supérieure et quelques onces de pommade idéalement désinfectante. Ainsi fut le discours médiatique subséquent aux faits. Ce discours trouble, et double, par lequel l'état du monde et les urgences qu'il suppose sont soigneusement dissimulés. Tenez, d'ailleurs: à l'autre extrémité de l'arc sociétal où se sont manifestés «les jeunes» surgit d'ailleurs précisément, dans leur foulée, le champion 4 x 4 des faux-culs sémantiques et des tordus dialectiques. Je nomme ici le docteur Klaus Schwab, fondateur du Forum économique mondial à Davos, qui vante face à ses interlocuteurs sa porosité mentale personnelle avec les impératifs de la préservation climatique et de la moralisation des affaires. Tout

en se réjouissant d'accueillir la nouvelle crapule brésilienne en chef, celle qui munit ses concitoyens du pistolet nécessaire aux tueries accidentelles et rase la forêt d'Amazonie comme ses populations indigènes. Ne faut-il pas favoriser le dialogue, à Davos? Attendons par conséquent de voir, avec un léger sentiment de gourmandise intellectuelle, comment ce cher illusionniste de l'intérêt général va faire glisser sur ses neiges grisonnes d'autres thèmes ensorceleurs. Celui constitué par le fait que 26 milliards sur la planète possèdent autant que ce que possède la moitié de l'humanité, par exemple – une situation révélée ce dimanche par Winnie Byanyima, directrice d'Oxfam International, l'ONG qui publie chaque année son rapport sur les inégalités. Les jeunes auraient-ils de quoi (re) faire? Suspense. ■

POUVOIR D'ACHAT MINÉ EN SUISSE AUSSI

Stagnation et baisse des salaires, hausse des primes maladie et des cotisations au 2^e pilier, diminution des rentes: l'Union syndicale suisse veut contrer l'érosion des revenus des ménages



THÉRIY PORCHET

Les fins de mois deviennent difficiles pour nombre de travailleurs et de retraités. Leur pouvoir d'achat est mis à mal par la stagnation des salaires, la hausse des primes maladie et, pour les rentiers, par un taux de conversion moyen en baisse.

Sylviane Herranz

Le pouvoir d'achat des ménages est sous pression en Suisse. Tel est le constat affiché par l'Union syndicale suisse (USS) le 15 janvier, lors de sa traditionnelle conférence de presse de début d'année. En cause, des salaires réels faisant du surplace malgré la reprise économique, des revenus grignotés par les hausses incessantes des primes des caisses maladie, et par les cotisations réglementaires aux caisses de pension qui augmentent. Ces dernières sont passées de 18% avant la crise financière à près de 19,5% aujourd'hui. Malgré ce relèvement, les retraités voient aussi leur rente du 2^e pilier diminuer de manière importante (voir texte ci-contre).



NEIL LABRADOR

Vania Alleva, ici lors du dernier congrès des femmes de l'USS, a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la protection des salaires et de mettre en œuvre l'égalité.



NEIL LABRADOR

Président du Syndicat du personnel des transports et vice-président de l'USS, Giorgio Tuti a rappelé que nombre de salariés sont préoccupés par la situation des rentes.

«La situation économique suisse est en plein essor et diverses branches et entreprises affichent à nouveau de gros bénéfices, a relevé Giorgio Tuti, vice-président de l'USS. Cependant, au lieu de faire participer le personnel à ces résultats, les employeurs s'opposent énergiquement à des augmentations réelles des salaires qui seraient pourtant justifiées et nécessaires.»

BAISSE DES SALAIRES RÉELS

Vania Alleva, vice-présidente de l'USS et présidente d'Unia, a signalé que lors des négociations salariales, les syndicats ont été «confrontés à une dureté inédite de la part des employeurs». Même si le bilan final n'a pas encore été réalisé, elle estime qu'«après deux ans de stagnation salariale et alors que le renchérissement s'accélère, une baisse des salaires réels s'annonce pour l'année à venir.» Selon la faitière syndicale, les salariés les plus touchés par la diminution du pouvoir d'achat sont les employés de longue date, ayant vingt ans et plus d'ancienneté dans leur entreprise. «Depuis 2010, leur rémunération n'a pratiquement pas augmenté», précise l'USS qui a présenté une liste de mesures (voir ci-dessous) pour contrer cette tendance tant au niveau des salaires que des rentes.

«ACCORD-CADRE INACCEPTABLE»

Aux faits exposés, s'ajoutent les risques d'accroissement de la pression sur les salaires et les conditions de travail qu'engendrerait immanquablement tout relâchement des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes et de la protection des salaires en Suisse. Vania Alleva a été claire à ce sujet: «L'accord-cadre négocié entre le Conseil fédéral et une délégation de l'Union européenne est inacceptable. Non seulement il sacrifie les instruments indispensables à d'étroits contrôles, soit le dépôt obligatoire de cautions, les annonces préalables ainsi que les contrôles auprès des indépendants. Mais tout le système des conventions collectives de travail

(CCT) étendues, qui a fait ses preuves dans le cadre de notre partenariat social, est remis en question. Au cas où la Suisse devrait reprendre les directives européennes et où nos mesures d'accompagnement seraient soumises à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, le volet d'application de nos CCT serait compromis.» Saluant le système suisse unique en Europe d'exécution des CCT par les partenaires sociaux, la vice-présidente de l'USS a souligné que les syndicats luttent partout en Europe pour renforcer les droits des travailleurs. «Un coup d'œil au-delà des frontières le montre: quand le désordre s'installe sur le marché du travail, ce sont avant tout les nationalistes et les xénophobes qui en profitent. Il nous incombe en tant que syndicats de veiller, en renforçant les mesures d'accompagnement et les droits des travailleurs en général, à ce que les salaires et les conditions de travail helvétiques restent garantis à l'avenir. Il est hors de question d'affaiblir les mesures d'accompagnement», a-t-elle insisté.

RENVERSEMENT LA TENDANCE

Afin de contrer la baisse des salaires, Vania Alleva a appelé à «un renversement de tendance», grâce à un rassem-

blement des forces et à une campagne interprofessionnelle. Outre les revenus des travailleurs de longue date, la syndicaliste vise une revalorisation des salaires féminins, dont les écarts avec ceux des hommes sont restés quasi inchangés depuis l'introduction de l'égalité dans la Constitution il y a bientôt 40 ans. Fustigeant l'attitude des associations patronales et des partis bourgeois opposés à toute amélioration de la Loi sur l'égalité, la vice-présidente a rappelé les quelques modifications obtenues après la grande manifestation de 20 000 personnes à Berne le 22 septembre. «Il est urgent de mettre en œuvre systématiquement ces améliorations, a-t-elle ajouté. Or c'est loin d'être suffisant. Il faut des mesures plus poussées, qui garantissent une véritable égalité et qui mettent un terme à la discrimination. C'est précisément ce que vise la grève nationale des femmes du 14 juin 2019. Notre travail de mobilisation se poursuit à plein régime, et les syndicats collaborent en vue de cette manifestation avec une vaste alliance des organisations féministes et progressistes.» ■

Plus d'informations: uss.ch

PRINCIPALES MESURES EXIGÉES PAR L'USS CONTRE LA BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT:

- Hausses substantielles des salaires, en particulier pour les travailleurs de longue date et pour les femmes, mise en œuvre rapide et systématique des contrôles de salaires prévus par la nouvelle Loi sur l'égalité.
- Renforcement de l'AVS. L'USS prépare une initiative pour une 13^e rente.
- Fin des bénéfices sur le dos des assurés dans le 2^e pilier, restrictions de gains pour les assureurs, transparence sur les frais administratifs, renforcement des composantes de répartition, pas d'intérêts négatifs de la part de la BNS.
- Réductions plus forte des primes maladie pour décharger les ménages à bas et à moyens salaires. L'USS soutient l'initiative du PS pour que les primes ne dépassent pas 10% du revenu.
- Politique monétaire contribuant à ce que la valeur du franc reste équilibrée. ■

Baisse de près de 9% des rentes du 2^e pilier

Payer plus pour toucher moins. C'est le sort des nouveaux retraités comme le révèle une enquête réalisée par l'USS auprès de 42 caisses de pension couvrant 775 000 assurés. Cette étude montre que le taux de conversion moyen, touchant la totalité de l'avoir du 2^e pilier, est passé de 6,4% en 2013 à 5,8% en 2018. Une baisse qui devrait atteindre 5,6% en 2019. Le taux de conversion permet de calculer la rente annuelle du 2^e pilier. D'où une forte chute de cette rente alors que les cotisations ont de leur côté augmenté. Ainsi, depuis 2005, les rentes du 2^e pilier ont baissé en moyenne de presque 9%.

«Plus de dix ans après la crise financière, on constate que cette dernière n'a pas seulement entraîné une baisse des revenus dans les ménages en Italie ou en Espagne, mais également en Suisse», a indiqué Giorgio Tuti, expliquant que les salariés arrivant à la retraite touchent des rentes beaucoup plus basses qu'escomptées. «Alors que l'AVS parvient à stabiliser et sécuriser les rentes grâce à son système de financement solidaire absolument génial (système de répartition) et à un rapport qualité-prix optimal, on se demande où se situe cette stabilité en ce qui concerne le 2^e pilier», s'est interrogé le vice-président de l'USS, expliquant que contrairement à l'AVS, les rentes des caisses de pension «dépendent beaucoup des rendements des marchés financiers (système de couverture du capital)». Or ces dernières années, ces rentes ont été fortement mises sous pression, avec des taux d'intérêt historiquement bas, et un cours des actions ayant chuté, surtout dernièrement. «Il en est résulté un moins bon rendement des avoirs de vieillesse au niveau des intérêts, et les caisses de pension ont nettement corrigé les taux de conversion vers le bas», a-t-il conclu en appelant à prendre rapidement des mesures visant à redresser la situation, sans quoi «cette évolution négative va se poursuivre.» ■

Le peuple aura son mot à dire sur la RFFA

Le référendum contre le nouveau projet fiscal adopté par le Parlement a abouti. Le vote devrait avoir lieu le 19 mai prochain

Manon Todesco

Lancé en octobre dernier par une large coalition regroupant des syndicats, partis politiques et associations, le référendum contre la réforme de la fiscalité et du financement de l'AVS (RFFA) a abouti. L'alliance référendaire nationale, composée notamment de la CGAS, du SSP, des Verts ou encore d'Ensemble à Gauche, avait jusqu'au 17 janvier pour récolter 50 000 signatures, et en a déposé plus de 55 000 à la Chan-

cellerie fédérale à Berne. Le peuple sera appelé à se prononcer sur cet enjeu le 19 mai. Pour rappel, la RFFA a été votée fin septembre 2018 par les Chambres fédérales. Qualifiée de sœur jumelle de la RIE III par ses opposants, elle-même refusée en votation populaire en février 2017, elle suscite un large rejet. Le paquet prévoit toujours une baisse de la fiscalité des entreprises «alors que la Suisse est déjà à la pointe du dumping fiscal international», mais aussi un financement supplémentaire pour l'AVS à hau-

teur de 2 milliards de francs. L'augmentation du taux d'imposition des dividendes, qui continueront cela dit largement à être défiscalisés, ne suffira pas à combler le manque à gagner de cette mesure. Quant aux statuts fiscaux spéciaux, ils seront, selon la coalition, remplacés par de nouvelles niches fiscales. Pour ses détracteurs, les milliards de francs de pertes fiscales engendrées par la RFFA augurent de nouvelles coupes dans les services publics ainsi que des augmentations d'impôts pour les sala-

riés et les retraités. «Dans les cantons de Vaud et de Lucerne, de telles politiques ont donné lieu à des hausses d'impôts», soulignent les opposants à la réforme. Sans oublier le creusement des inégalités sociales. Le débat est ouvert. Pour rappel, en octobre, le comité central d'Unia s'était prononcé contre la RFFA. L'USS, de son côté, appelle à la liberté de vote. ■

LES JEUNES TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

Près de 22 000 écoliers et étudiants suisses ont fait la grève pour sommer «ceux d'en haut» d'agir face à l'urgence climatique. Reportage à Genève

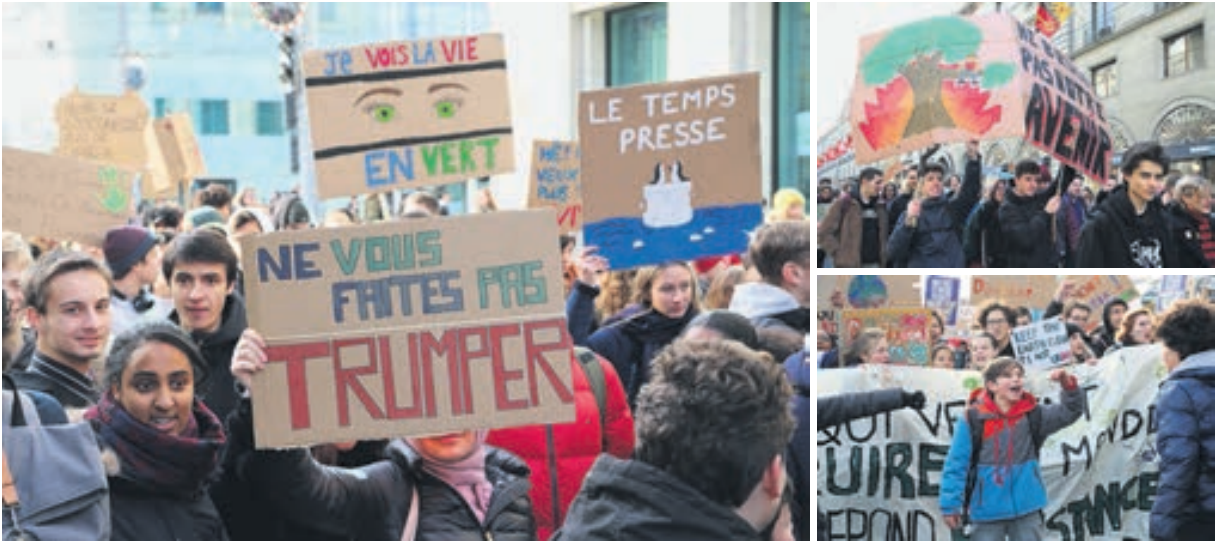
Manon Todesco
Photos Neil Labrador

«Il n'y a pas de planète B», «Sans nature, pas de futur», «Les dinosaures aussi pensaient qu'ils avaient encore du temps», «Si le climat était une banque, il aurait déjà été sauvé» ou encore «La planète est plus chaude que mon mec». L'ambiance de la grève du climat à Genève est légère et bon enfant, mais le thème est grave, et ces 4000 jeunes entre 12 et 20 ans le savent. En ce 18 janvier, ils se sont massivement mobilisés pour dire stop au laxisme et à l'inaction des élus du pays, et réclament des mesures politiques urgentes en matière d'environnement. «Nous devons changer notre manière de vivre de façon individuelle mais aussi collective», lance l'un d'entre eux au

micro. Réunis au parc des Bastions, les manifestants ont ensuite traversé la ville pour rejoindre la place des Nations. Au total, ils étaient environ 22 000 à défiler dans une quinzaine de villes en Suisse. Outre Genève, entre 8000 et 10 000 jeunes vaudois ont fait grève et manifesté à Lausanne, 2000 à Zurich, 1500 à Neuchâtel, autant à Fribourg et 300 à Sion. Parti de Suède, grâce à la désormais très médiatisée Greta Thunberg, le mouvement de grève scolaire pour le climat a fait tâche d'huile. En Suisse, une première mobilisation a eu lieu à Zurich le 14 décembre, rassemblant quelques centaines d'étudiants. Le phénomène a rapidement pris de l'ampleur, et il se pourrait bien qu'ils n'aient pas dit leur dernier mot... ■



Une manifestation haute en couleurs et en revendications, ici à Genève, où plus de 4000 écoliers, collégiens et étudiants ont suivi le mouvement.



TÉMOIGNAGES

CAROLINA, 18 ANS, COLLÉGIENNE «Pour une fois, nous avons l'opportunité de manifester pour une cause à laquelle on tient. On dit souvent que les jeunes sont passifs, aujourd'hui on prouve le contraire, et plus nous serons nombreux, plus on nous prendra au sérieux. Ce sont toujours les vieux qui décident pour nous alors qu'il s'agit de notre avenir. Cette grève a aussi pour but de sensibiliser ceux qui ont le droit de vote ainsi que les gens d'en haut, car nous avons besoin d'eux pour que les lois bougent. Il faut agir maintenant pour changer les choses, il y a urgence, on ne peut pas attendre 2050! Mes parents et ceux de mes amis nous soutiennent, ils trouvent important qu'on se mobilise et qu'on s'organise.»

LÉONIE, 16 ANS, COLLÉGIENNE «Le fait que ce soit un mouvement d'étudiants est assez intéressant. Pour une fois, ce ne sont pas les adultes mais les élèves qui prennent le sujet en mains. On vit une situation d'urgence. Il n'est pas trop tard pour faire avancer les choses mais il faut s'y prendre maintenant et c'est aussi à nous d'agir!»

JULIETTE, 15 ANS, COLLÉGIENNE «Nous sommes là pour faire comprendre au gouvernement qu'il doit s'impliquer en matière d'écologie, par exemple en légiférant pour la suppression des plastiques à usage unique ou en recourant davantage aux énergies renouvelables. De notre côté, nous devons aussi manger bio et réduire notre consommation de viande. A la maison, on essaie de manger des produits qui viennent de la région, on a une voiture électrique, on fait le tri et notre sapin venait de Suisse.»

NEMO, 17 ANS, APPRENTI MENUISIER, ET NICOLAS, 18 ANS, ÉTUDIANT À L'ÉCOLE DE CULTURE GÉNÉRALE «Le climat se réchauffe de plus en plus. Personne n'a rien fait ces dernières décennies, c'est donc à nous d'agir et de prendre nos responsabilités. On se doit d'être là. Au quotidien, on fait des petits gestes pour limiter notre impact sur la planète: se déplacer en vélo ou en transports en commun, trier les déchets, mais nous avons besoin du gouvernement pour faire évoluer les choses en profondeur.»

SOLAN, 12 ANS, CYCLE D'ORIENTATION «L'avenir sera vert ou ne sera pas. Notre futur dépend de ça et le climat doit changer. Ça ne sert à rien de travailler à l'école si on n'a pas d'avenir. Avec mes parents, qui ont signé une décharge pour que je participe à cette grève, on prend moins l'avion et on fait attention à ce qu'on consomme, c'est important.»

KILIAN, 18 ANS, COLLÉGIEN «C'est déjà catastrophique en 2019, alors qu'est-ce que ce sera dans dix ans? C'est notre futur et c'est à nous de gérer la suite. Pour ma part, c'est Greta Thunberg, la jeune Suédoise, qui m'a inspiré et poussé à me mobiliser. Ce n'est pas notre sujet de discussion principal, mais on en parle beaucoup, aussi en cours. Les jeunes sont conscients et s'intéressent à ce problème.» ■

POING LEVÉ

VOUÉS À LA DESTRUCTION

Par Manon Todesco

Amazon détruirait chaque année plus de 300 millions de produits invendus, pourtant consommables. Balancés, jetés vulgairement à la poubelle. Cette estimation, révélée dans l'émission française *Capital* du 13 janvier sur M6, est un choc. Le reste de l'enquête est tout aussi édifiant. Infiltré dans l'entrepôt d'Amazon à Orléans en tant qu'intérimaire, le journaliste a pu confirmer que, lorsque les produits en vente sur la plateforme n'étaient pas écoulés au bout de quelques mois, ils étaient purement et simplement détruits. Pas donnés, pas recyclés, pas triés, mais détruits. Parmi ces «déchets», des couches (non périmées), des jouets de marque (parfois très chers), des télévisions, des tablettes, des aspirateurs, des livres ou encore des machines à café dont les capsules offertes à l'intérieur ont dépassé la date de péremption...

Amazon, c'est 3 milliards de dollars de bénéfices en 2017. Son PDG, Jeff Bezos, homme le plus riche du monde, a une petite fortune estimée à 116 milliards de dollars. En tant que compagnie de cette envergure, le géant du e-commerce se doit de montrer l'exemple. Au lieu de ça, Amazon se distingue par ses talents en matière d'évasion fiscale, d'exploitation des employés et, maintenant, de gaspillage. Selon la société, les destructions ne représentent qu'une goutte d'eau par rapport à tous les produits vendus, et la responsabilité de ce gâchis revient aux vendeurs indépendants, seuls maîtres de cette décision. Ce qu'Amazon oublie de dire, c'est qu'il les pousse dans ce sens. En effet, en France par exemple, ces vendeurs se voient proposer de stocker leur marchandise pour 26 euros par mois par mètre cube. Des frais qui passent à plus de 500 euros au bout de six mois et qui dépassent les 1000 euros ensuite. Sinon, Amazon leur propose l'option poubelle, pour quasi rien... Le stockage à long terme ou le rapatriement des marchandises représentant souvent des sommes colossales, les vendeurs choisissent la destruction.

Un gaspillage massif à l'échelle planétaire qui fait mal au ventre quand on pense aux plus défavorisés d'entre nous, mais aussi quand on pense à la planète. La Terre est chaque jour mise à rude épreuve pour produire des objets voués à être détruits, sans même avoir été déballés. Des produits bourrés de plastique ou encore de métaux, qui seront incinérés ou enfouis dans des décharges à ciel ouvert, avec un impact désastreux pour l'environnement. Amazon est l'un des symboles de la surproduction et de la surconsommation. Cela dit, il peut faire autrement, tout en restant aussi riche. Au lieu de jeter, il peut donner aux gens dans le besoin, comme le font d'autres sociétés du e-commerce, et comme il a pu déjà le faire en France après que des employés se sont rebiffés. Quant aux Etats qui accueillent ses entrepôts, ils doivent interdire la destruction de produits consommables et prévoir des sanctions assez lourdes pour être dissuasives. Et nous consommateurs, nous avons toujours le choix de cliquer ailleurs, pour faire passer l'humain et la planète avant le profit. ■





THÉRY PORCHET

«LE MONDE N'EST PAS À VOUS!»

«Bolsonaro, Netanyahu, Conte, Duque, le monde n'est pas à vous!» Les slogans ont fusé samedi passé à Genève, Lausanne (photo), Neuchâtel et Berne pour protester contre la venue de ces chefs de gouvernement au Forum économique de Davos (WEF). Trump, qui a renoncé à y participer en raison de la paralysie de son administration face aux divergences sur le «mur», était aussi l'objet de la colère. Appelées par de nombreuses organisations de gauche et des syndicats, ces manifestations se sont déroulées juste avant le début du traditionnel rassemblement des multinationales et des puissants de ce monde dans la station grisonne. Outre la défense des droits des salariés, des femmes, des personnes LGBT, des migrants et l'exigence de mesures urgentes contre le réchauffement climatique, les quelques centaines de personnes présentes ont aussi exprimé leur solidarité avec les peuples du Brésil, de Palestine, d'Italie, de Colombie et des autres pays gouvernés par des forces réactionnaires.

Le WEF a débuté hier, mardi 22 janvier, et se terminera vendredi. Un autre rassemblement est prévu, à l'appel notamment de la Jeunesse socialiste suisse, ce jeudi 24 janvier à 15h à Davos. Une nouvelle occasion de dénoncer «la fine fleur de l'extrême droite internationale au pouvoir», comme le mentionne l'appel aux manifestations de samedi. Et la «complicité» du président de la Confédération, Ueli Maurer, qui s'apprêtait à accueillir Jair Bolsonaro, le nouveau président brésilien, ultra-libéral et nostalgique de la dictature militaire, qui vient d'assouplir les règles du port d'armes dans un pays déjà en proie à une violence extrême. ■ SH

Grève générale historique en Inde

A l'appel de dix centrales syndicales et de fédérations indépendantes, 200 millions de travailleurs ont débrayé pendant deux jours

Sylviane Herranz

Quelque 200 millions de travailleurs sont descendus dans la rue les 8 et 9 janvier derniers en Inde lors d'une grève générale nationale de deux jours organisée par dix centrales syndicales et des fédérations indépendantes. Cette mobilisation est considérée «comme la plus grande action de grève de l'histoire du pays», souligne Industriall Global Union, fédération mondiale de l'industrie et du textile, dans un communiqué.

Des travailleurs de tous les secteurs ont pris part au mouvement, alors que se profilent les élections législatives qui se

dérouleront en avril-mai. «Agriculture, enseignement, ports, banques, électricité et transports ainsi que des travailleurs informels comme les vendeurs ambulants et les chauffeurs de taxi» ont fait grève, informe pour sa part la Confédération syndicale internationale (CSI). Une mobilisation destinée à contrer de nouvelles attaques contre les conditions de travail, ces dernières s'étant gravement dégradées.

«Les travailleurs en ont assez. Ils en ont assez d'être marginalisés, assez des bas salaires et assez des promesses trahies en matière de création d'emplois qui mettent le développement économique de l'Inde en danger», a relevé

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, alors qu'elle apportait, dans l'une des très nombreuses manifestations ayant émaillé le pays, le soutien du mouvement syndical international aux travailleurs en grève. Selon la CSI, «les syndicats dénoncent les initiatives visant à introduire de nouveaux obstacles à la négociation collective, à privatiser la sécurité sociale et à permettre aux employeurs de procéder plus facilement à des licenciements massifs des travailleurs.»

Sharan Burrow a souligné que «plus de 90% des travailleurs évoluent encore dans le gigantesque secteur informel de l'Inde. Nombre de ces travailleurs



HMS/INDUSTRIALL

La grève a été largement suivie dans tout le pays.

adhèrent aux syndicats afin de faire reconnaître leurs droits et d'améliorer leur situation». Or les mesures prises par le gouvernement depuis 2014, conduisant à une érosion des normes du travail, «ont créé de nouveaux obstacles à la formalisation et fragilisé les droits des travailleurs du secteur formel».

La principale revendication des syndicats est l'ouverture d'une véritable concertation sur la réforme de la législation du travail, indique Industriall. Ils demandent également la ratification des conventions 87 et 98 de l'OIT sur les libertés syndicales, et l'arrêt des modifications législatives favorables aux employeurs. Autres exigences: une pro-

tection sociale universelle, un salaire minimum d'au moins 15 000 roupies (213 francs) par mois (le salaire moyen actuel est de 7 000 roupies dans le secteur formel et d'environ 4 500 roupies dans l'informel), une retraite d'au moins 3 000 roupies (43 francs) par mois, la fin des désinvestissements et de la vente d'entreprises publiques, l'arrêt de la précarisation des emplois permanents. La lutte contre le chômage figure encore parmi les revendications. ■

«Un sentiment d'impunité s'est répandu parmi les grands propriétaires les plus violents»

Des militants du Mouvement des sans-terre du Brésil ont été exécutés en décembre.

Un acte survenu dans un climat de haine instauré par le nouveau président d'extrême droite, Jair Bolsonaro, investi le 1^{er} janvier 2019

Guy Zurkinden

Le 8 décembre, vers 19h30, quatre hommes lourdement armés ont fait irruption dans le campement Dom José Maria Pires, situé dans l'Etat de Paraíba, Nordeste brésilien. Les tueurs se sont dirigés directement vers le baraquement où mangeaient Bernardo da Silva, 46 ans, et Rodrigo Celestino, 38 ans. Après avoir fait sortir les autres personnes présentes, ils ont fait feu et tué ces deux militants du Mouvement des sans-terre (MST). Avant de disparaître dans la nature.

Selon les indications de la police, les premiers éléments de l'enquête indiquent qu'il s'agit d'une exécution planifiée.¹ Bernardo da Silva était l'un des leaders du MST dans l'Etat de Paraíba. Rodrigo Celestino était l'un des coordinateurs du campement Don José Maria Pires. L'occupation, qui compte 450 familles, est située sur les terres de la *fazenda* (propriété rurale) Garapu, propriété de l'usine Santa Tereza, liée au groupe Agrimex, aux mains de João Santos, un entrepreneur originaire de l'Etat voisin du Pernambouc. Le terrain

a été occupé par le MST en juillet 2017, après la faillite de l'usine Santa Tereza. Selon la chaîne d'informations Globo, l'usine Santa Tereza a été condamnée en 1998 pour son implication dans l'assassinat d'un travailleur qui participait à une grève sur une de ses plantations de canne à sucre.²

LA RESPONSABILITÉ DE BOLSONARO

Interrogé par l'hebdomadaire brésilien *Carta Capital*, le dirigeant national du MST, João Pedro Stédile, a souligné la responsabilité – indirecte – du président élu, Jair Bolsonaro: «Ils ont mené une campagne basée sur la haine et faisant l'apologie de l'utilisation des armes. Avec leur victoire, un sentiment d'impunité s'est répandu parmi les grands propriétaires terriens les plus violents, ceux qui pensent toujours qu'il est possible de résoudre les problèmes par la force.»³

Bolsonaro avait pour habitude, à la fin de ses meetings électoraux, de mimer des fusillades contre les militants de gauche. Dans une vidéo datant d'avril 2017, postée sur son canal Youtube, le futur président brésilien, alors en

campagne, se saisissait d'une carabine T4 produite par l'entreprise d'armement Taurus. «Si je deviens président, chaque producteur rural aura cette arme à la maison, affirmait-il. La carte de visite face aux invasions, cela doit être les cartouches.»⁴

Bolsonaro visait les occupations menées par le MST, le plus important mouvement de lutte pour la terre au Brésil. Un mouvement social reconnu internationalement, que le nouveau président brésilien entend traiter comme une «organisation terroriste». Une menace qui pèse aussi contre le Mouvement des travailleurs sans toit (MTST) – et pourrait se concrétiser par une modification de la Loi antiterroriste afin d'y inclure ces mouvements sociaux. Une telle modification devrait être soumise au Congrès.

ASSASSINATS ET EXPULSIONS EN HAUSSE

Selon Ayala Ferreira, dirigeante du secteur des droits humains au MST, le durcissement de la répression contre les défenseurs de la réforme agraire remonte au coup parlementaire mené en août 2016 contre la présidente Dil-

ma Rousseff (issue du Parti des travailleurs). La destitution de Dilma Rousseff «a lancé le coup d'envoi d'une offensive du lobby des grands propriétaires et de l'agronogoc contre les petits paysans».⁵ Une attaque que Jair Bolsonaro entend bien radicaliser.

Le dernier rapport de la Commission pastorale de la terre (CPT) sur la violence dans les campagnes illustre ce durcissement. En 2017, la CPT a recensé l'assassinat de 70 militants dans le cadre de conflits sur la répartition des terres. Il s'agit du nombre le plus élevé depuis 2003.

Un autre indicateur est l'explosion des décisions judiciaires d'expulsion prononcées contre des campements du MST. En 2018, plus de 150 expulsions de ce type ont été ordonnées par des juges. Un record absolu depuis que le mouvement tient ce décompte.

RÉSOLURE DES PROBLÈMES SOCIAUX

Si les attaques contre les occupations du MST se sont multipliées au cours des derniers mois, certaines ont pu être déjouées par une forte mobilisation. C'est le cas du campement Quilombo

Grande, dans l'Etat de Minas Gerais, ou de celui de Limoeiro do Norte dans l'Etat du Ceará.

Pour le MST, la lutte se poursuit. «Nous continuerons à agir de la même manière. Nous allons prendre des précautions, agir avec prudence et dénoncer toutes les tentatives de criminaliser les mouvements, dans les campagnes comme dans les villes (...). Il n'y aura de paix dans les campagnes que lorsque les problèmes sociaux seront résolus, quand il y aura de la terre, du travail, de l'éducation et un logement pour tous», souligne João Pedro Stédile. ■

¹ <https://brasil.elpais.com>, 9 décembre 2018.

² Globo.com, 10 décembre 2018.

³ Carta Capital, 15 décembre 2018.

⁴ Youtube.com/watch?v=Y3w-zjH3CuA

⁵ Brasil de Fato, 12 décembre 2018.

EN GRÈVE SUR LES LIEUX DE TRAVAIL, CHEZ SOI ET DANS L'ESPACE PUBLIC

La grève féministe et des femmes* se prépare partout en Suisse. Le 14 janvier, un Manifeste a été publié afin d'appeler à la mobilisation pour davantage d'égalité

Textes Aline Andrey

Il y a vingt-huit ans, 500 000 personnes se mobilisaient lors de la première grève des femmes. Le 14 juin prochain, leur nombre pourrait être encore plus élevé vu la force du mouvement qui demande une fois encore l'égalité, et lutte contre le sexisme et les discriminations. Car si les collectifs de femmes s'inspirent de la grève du 14 juin 1991, ils s'appuient aussi sur le renouveau du féminisme qui s'exprime dans les rues d'Espagne, d'Islande, d'Argentine, de Suisse (quelque 20 000 personnes réunies à Berne le 22 septembre) ou d'ailleurs; ou encore via les réseaux sociaux avec notamment le mouvement «#MeToo» qui a libéré la parole des victimes d'agressions et de harcèlements sexuels. Comme le rappelle le Manifeste publié le 14 janvier dernier: «En Suisse, deux femmes par mois meurent sous les coups de leur (ex)partenaire. Une sur cinq subit dans son couple des violences physiques et/ou sexuelles durant sa vie...» Le Manifeste dénonce le sexisme, les discriminations, les stéréotypes et les violences, sur le lieu de travail, à la maison ou dans la rue, et relève de surcroît «l'existence d'oppressions spécifiques basées sur l'appartenance de race, de classe ou sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre».

POUR UN VRAI PARTAGE DU TEMPS

Entre autres revendications des Collectifs romands à l'origine du Manifeste: «l'égalité salariale, la reconnaissance et l'égalité dans le travail reproductif et domestique». L'une des exigences est ainsi de «travailler moins pour vivre

mieux et pour avoir le temps d'assumer et de partager les responsabilités familiales et sociales». «Nous voulons davantage de congés pendant la vie active, en particulier un congé parental égalitaire et obligatoire», indiquent les militantes. Mais aussi le développement de services publics de qualité, en particulier des structures d'accueil pour les enfants et des infrastructures pour la prise en charge des personnes âgées. «Une autre économie du temps est nécessaire. Nous voulons des salaires égaux et un temps de travail partagé – qui inclut l'emploi rémunéré, le travail éducatif, domestique et les soins aux personnes dépendantes», souligne Michela Bovolenta, pour la Coordination romande, secrétaire centrale du Syndicat des services publics (SSP). «Plus largement, les problèmes socioéconomiques et les violences qui touchent concrètement la vie des femmes proviennent aussi du fait que les profits passent avant les êtres humains.» Dans ce sens, le mouvement est porteur d'une critique du modèle capitaliste qui, en plus de maximiser les profits au détriment de l'être humain, met en péril l'équilibre écologique.

UN RENOUVEAU FÉMINISTE

Trente-sept ans après le vote inscrivant l'égalité dans la Constitution, 22 ans après l'entrée en vigueur de la Loi sur l'égalité, des femmes de tout âge et de tout milieu se mobilisent pour demander son application, alors que les femmes gagnent toujours moins que leurs homologues masculins et assurent encore les deux tiers du travail domestique. «Certaines femmes militent pour la première fois», souligne



Le 22 septembre dernier, 20 000 personnes ont manifesté à Berne pour exiger l'application de la Loi sur l'égalité.



La grève, déjà au cœur de la grande mobilisation de septembre 2018.



La grève du 14 juin ne portera pas que sur l'égalité salariale. La lutte contre la violence faite aux femmes et de nombreuses autres revendications seront exprimées.

Valérie Borloz, pour la Coordination romande, secrétaire de l'Union syndicale vaudoise. «Les différentes générations se retrouvent dans les collectifs, ce qui permet de partager l'histoire des luttes féministes, une histoire que les jeunes connaissent peu», ajoute Michela Bovolenta. Partout sur le terrain, les modalités de la grève se mettent peu à peu en place. «Notre grève sera globale: sur les lieux de travail et à la maison. Elle sera adaptée aux possibilités de chacune: croiser les bras un moment ou toute la journée, déranger au lieu de ranger, occuper l'espace public la journée et la nuit!» indique l'Appel accompagnant le Manifeste.

«A la suite de la demande du SSP, il n'y aura pas d'examen dans les écoles vaudoises le 14 juin prochain. Dans les autres cantons, des démarches similaires sont en cours. Au niveau professionnel, suivant les secteurs, les hommes pourraient être mis à contribution pour offrir un service minimum. Peut-être qu'ailleurs, les travailleuses rejoindront les manifestations le soir. Pour l'heure, ce qu'on peut dire, c'est qu'il y a un très grand élan et beaucoup d'enthousiasme de femmes qui s'organisent de manière autonome, notamment dans certaines villes ou à l'université, lance Valérie Borloz avec joie. Ce renouveau du féminisme, c'est une

nécessité et c'est un bonheur que d'y assister!» Quant aux hommes? Michela Bovolenta explique: «La grève n'est pas contre les hommes, mais contre le système patriarcal. Les hommes sont invités à nous soutenir, mais pour une fois derrière nous.» ■

*Femmes au sens large, soit toute personne qui ne se sent pas homme (ou comme le dit le communiqué: «Toute personne qui n'est pas un homme cisgenre»).

LE MANIFESTE DANS LES GRANDES LIGNES

Rédigé par les Collectifs romands pour la grève féministe et des femmes, le texte contient 19 points. Résumé

«Parce que nous en avons assez des inégalités salariales et des discriminations dans le monde du travail. Parce que nous voulons des rentes qui nous permettent de vivre dignement. Parce que nous voulons que le travail domestique, éducatif et de soins soit reconnu et partagé, de même que la charge mentale. Parce que nous nous épuisons à travailler, nous voulons réduire le temps de travail. Parce que le travail éducatif et de soins doit être une préoccupation collective. Parce que nous revendiquons la liberté de nos choix en matière de sexualité et d'identité de genre. Parce que notre corps nous appartient, nous exigeons d'être respectées et libres de nos choix. Parce que nous refusons la violence sexiste, homophobe et transphobe, nous restons debout! Parce que nous voulons que la honte change de camp. Parce que lorsque nous venons d'ailleurs, nous vivons de multiples discriminations. Parce que le droit d'asile est un droit fondamental, nous demandons le droit de rester, lorsque nos vies sont en danger. Parce que l'école est le reflet de la société patriarcale, elle renforce les divisions et les hiérarchies fondées sur le sexe. Parce que nous voulons des cours d'éducation sexuelle qui parlent de notre corps, du plaisir et de la diversité sexuelle. Parce que les espaces relationnels doivent devenir des lieux d'échange et de respect réciproque. Parce que les institutions ont été conçues sur un modèle patriarcal et de classe dans lequel nous n'apparaissions qu'en incise. Parce que nous, actrices culturelles, sommes trop souvent peu considérées et reconnues. Parce que nous vivons dans une société qui véhicule des représentations stéréotypées de "la femme". Parce que nous sommes solidaires avec les femmes du monde entier. Parce que nous voulons vivre dans une société solidaire sans racisme, sans sexisme, sans homophobie et sans transphobie. Pour toutes ces raisons et d'autres encore, nous ferons grève le 14 juin 2019!» ■

Le Manifeste en entier: grevefeministe2019.ch



POUR PARTICIPER

Des réunions et des manifestations s'organisent un peu partout en Suisse. Entre autres:

A Sion, chaque deux semaines, le lundi, un stamm féministe a lieu au Café du Nord (rue du Grand-Pont 33) dès 19h. Prochains rendez-vous le 4 février, puis le 18, etc.

A Lausanne, séance du Collectif de femmes* vaudois: le 7 février à 19h à Pôle Sud (avenue J.-J.-Mercier 14).

A Genève, le 14 de chaque mois, à 12h sur la place Bel-Air, manifestation bruyante pour annoncer la grève des femmes. Prochaine séance plénière du Collectif de femmes* genevois: le 7 février à 19h au Sit (rue des Chaudronniers 16).

Unia Genève organise une formation gratuite et ouverte à toutes les femmes (syndiquées ou non) sur les droits des femmes au travail, les protections légales et leur application, le samedi 9 février de 17h à 19h au syndicat (chemin Surinam 5). Cette formation sera aussi l'occasion de discuter de la grève à venir et de la manière de se mobiliser. ■

Pour plus d'informations:

grevefeministe2019.ch; facebook.com/grevefeministe; ou envoyer un mail au collectif de votre canton: grevefemmesfribourg@gmail.com, grevefeministe2019geneve@gmail.com, grevefeministeneuchatel@gmail.com, grevefemmesvalais@gmail.com, vaud.grevefeministe@gmail.com

VOUS REPRENDREZ BIEN UN PEU DE POISON...

La pièce militante *Saumon d'Alaska* peut encore être vue jusqu'au 27 janvier au théâtre Pulloff à Lausanne. Haut-le-cœur au menu

Sonya Mermoud

Pièce coup de poing présentée actuellement au théâtre lausannois le Pulloff. Ecrit et mis en scène par Evelyne Knecht, *Saumon d'Alaska*, ou quand manger nuit gravement à la santé a de quoi laisser le spectateur mal dans son assiette. Et pour cause. Le texte dénonce en vrac nombre de dérives liées à l'agroalimentaire, la surconsommation, les montagnes de déchets. Avec les désastreuses conséquences que l'on connaît. Pour la planète. Pour notre santé. Avec des décès prématurés provoqués par la pollution – un fléau qui tue une personne sur six dans le monde, trois fois plus que le sida, la tuberculose et le paludisme réunis. Avec une augmentation de l'obésité, des allergies, cancers, maladies chroniques, etc. Avec des mers et des océans transformés en décharge comptant bientôt plus de plastique que

de poissons dont un quart renferme déjà des microparticules de ce matériau dans leur estomac... Et surtout avec un citoyen lambda inquiet et désorienté devant les scandales alimentaires à répétition et, bien sûr, le contenu de son assiette. Pesticides, agents conservateurs, additifs, exhausteurs de goût... Les comédiens interprètent entre autres les rôles d'acheteurs inquiets, soucieux de savoir ce qu'ils ingurgitent et cherchant en vain à trouver des produits exempts de chimie. E250 (nitrite de sodium), E252 (nitrate de potassium), E301 (ascorbate de sodium), E331 (citrate de sodium)... La lecture des composants de barquettes de jambon donne le ton. Plane alors l'inquiétude de l'effet cocktail, l'addition de ces substances guère ragoûtantes. Démonstration est aussi faite des mécanismes mis en place pour pousser à l'acte d'achat, via le neuromarketing, l'obsolescence program-



mée, la culture du tout-jetable. Costard de rigueur, un des protagonistes se glisse dans la peau d'un businessman, l'arrogance hilare, fier des pièges tendus aux consommateurs. Alors que les pharmas se frottent les mains. Un récit ludique et lucide, rythmé par un environnement sonore et des images vidéo, entre rires, réflexion et consternation. Un *Saumon d'Alaska* – on apprend au passage l'aventure de ce poisson bourré d'antibiotiques et de PCB – qui nous coupe peut-être l'appétit mais pas l'envie de nager à contre-courant... ■

Pulloff Théâtres, rue de l'Industrie 10, Lausanne, je, sa à 19h; me, ve à 20h; di à 18h.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: syndicat

Téléphone: lundi de 14h à 17h30; mardi, mercredi et jeudi de 8h à 11h30 et 14h à 17h30; vendredi de 8h à 11h30 et 14h à 16h.
Guichet: lundi à jeudi de 14h à 18h; vendredi fermé.

Bienne: caisse de chômage

Téléphone: lundi de 10h à 11h30; mardi à vendredi de 8h à 11h30.
Guichet: lundi à jeudi de 14h à 18h.

Granges-Longeau: syndicat

Téléphone: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 9h à 11h et de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Guichet: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Granges-Longeau: caisse de chômage

Téléphone: mardi, mercredi et jeudi de 9h à 12h; vendredi de 9h à 11h et de 14h à 17h.

Guichet: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Lyss: Mardi et jeudi de 14h à 18h.

GENÈVE

SEANCES

Comité métallurgie du bâtiment: mercredi 23 janvier à 17h30.

PERMANENCE PAPHUS

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.

Séance et permanence ont lieu au syndicat.

JOURNÉE DES MILITANTES ET MILITANTS

Pour résister aux évolutions négatives du monde du travail, il faut s'organiser!

Pour discuter des enjeux de 2019 et décider des répliques syndicales, participez! Unia Genève vous invite à participer à sa traditionnelle Journée des militantes et militants **samedi 26 janvier**, au secrétariat régional d'Unia Genève, ch. Surinam 5, arrêt TPG Charmilles, lignes 6, 10, 11, 19.

Au programme: Dès 8h30, accueil, café-croissants. Entre 9h et 13h, six ateliers de discussion sur la protection du droit du travail, la grève des femmes du 14 juin 2019, le travail temporaire, le salaire minimum cantonal, la migration et sur d'autres projets d'initiatives syndicales. La journée se terminera par un repas en commun.

Merci de vous inscrire rapidement auprès de michel.schweri@unia.ch

GROUPE DES RETRAITÉS

Repas annuel

Le Groupe d'intérêt des retraités organise son traditionnel repas annuel le mardi **12 février**. Coût par personne 40 fr. Le lieu vous sera communiqué avec l'envoi du BVR. Vous trouverez ci-dessous le bulletin d'inscription à nous retourner **avant le 25 janvier** à: Unia, Edwige Charrat, chemin de Surinam 5, 1203 Genève.

Menu n° 1: Saumon fumé, crémeux d'avocat, toast et salade. Longe de cochon à la moutarde à l'ancienne. Gratin dauphinois. Légumes de saison. Tarte tatin, glace cannelle. Vin – eau – café.
Menu n° 2: Salade d'endives au bleu, noix et croûtons. Pavé de saumon grillé à la badiane. Pommes nature. Légumes de saison. Tarte tatin, glace cannelle. Vin – eau – café.

Nom/Prénom/Adresse/Tél/Courriel.

Choix du menu (pour chaque personne):

..... x le menu 1 x le menu 2

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Cette année encore, nous sommes à la disposition de nos membres, **du 15 février au 29 mars**, pour remplir les déclaration d'impôts 2018.

Afin de fixer un rendez-vous, et si vous êtes déjà en possession de toutes les pièces nécessaires, vous pouvez nous téléphoner au: **022 949 12 65, uniquement de 9h à 12h sauf le lundi matin, du 8 février au 15 mars**. En dehors de ces jours et horaires, aucun appel ne sera pris. Vous pouvez également vous présenter à nos bureaux les mêmes jours aux mêmes heures.

Nous vous prions de bien vouloir noter votre rendez-vous, aucune confirmation ne sera envoyée.

Tarifs par déclaration:

- Membres Unia: 49 fr.
- Couple (membre syndiqué, conjoint non syndiqué): 59 fr.
- Enfants ou parents d'un membre: 79 fr.
- Enfants des membres qui ont un salaire inférieur à 15 000 fr.: 10 fr.
- **Autodéclaration relative à la fortune pour les personnes: 30 fr.**

La liste des documents à apporter est disponible auprès du secrétariat Unia et sur notre site internet: <http://geneve.unia.ch>

Veuillez noter que les photocopies des justificatifs doivent être faites au préalable par vos soins. Aucun document original ne vous sera retourné.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds

Permanence administrative:

de 10h à 12h du lundi au vendredi, de 15h à 18h les lundi, mardi, mercredi et jeudi.

Permanence syndicale:

de 15h à 18h les lundi, mercredi et jeudi.

Le Locle

Ouverture du bureau:

lundi 9h30 à 12h, mardi et jeudi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.

Permanence téléphonique:

lundi et mercredi 8h à 12h, mardi et jeudi 8h à 12h et 14h à 17h30.

Fleurier

Ouverture du bureau:

lundi, jeudi et vendredi 9h30 à 12h, mardi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.

Permanence téléphonique:

lundi, jeudi et vendredi 8h à 12h, mardi 8h à 12h et 15h à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia:
La Chaux-de-Fonds: le jeudi 24 janvier à 16h.
Neuchâtel: le mardi 19 février à 16h.

VAUD

NORD VAUDOIS

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Unia Nord vaudois vous aide à remplir votre déclaration d'impôts (citoyens suisses et permis C). Rendez-vous au secrétariat, av. Haldimand 23, à Yverdon-les-Bains aux dates suivantes: **Samedi 2 mars de 9h à 11h, et samedi 16 mars de 9h à 11h.**

Documents nécessaires: 1. Certificat de salaire ou attestation de chômage, d'indemnités journalières, attestation RMR, pension alimentaire éventuelle pour l'année 2018 (complète). 2. Attestation bancaire, postale et autres (bouclement des comptes 2018 avec les intérêts). 3. Justificatifs des gains de loterie et des mises. 4. Attestation AVS/AI pour l'année 2018. 5. Attestation des autres rentes pour l'année 2018. 6. Attestation officielle 3° pilier A pour l'année 2018. 7. Justificatifs de frais de perfectionnement et de reconversion professionnelle pour l'année 2018. 8. Justificatifs relatifs aux dettes et intérêts passifs pour l'année 2018. 9. Facture de gros frais médicaux non remboursés par l'assurance pour l'année 2018. 10. Bail à loyer (concernant les loyers payés en 2018). 11. Justificatifs des frais de garde des enfants pour l'année 2018. 12. Situation familiale au 31 décembre 2018 (marié, célibataire, etc. et nombre d'enfants à charge) 13. Précédente déclaration d'impôts 2017. 14. Décision de taxation 2017 et relevé de compte de l'année 2017.

Pour les propriétaires: 1. Dettes hypothécaires (intérêts hypothécaires pour l'année 2018 et solde de la dette au 31 décembre 2018). 2. Factures pour les frais d'entretien d'immeuble pour l'année 2018. 3. Dernière estimation fiscale de la maison. 4. Dernière décision de la valeur locative. 5. Bien immobilier à l'étranger. Il faut un document stipulant la valeur du bien immobilier (merci de faire le change en francs suisses). **Le prix est fixé à 50 fr. pour chacun.**

PERMANENCE DE VALLORBE

Réouverture

Le syndicat Unia répond à nouveau à vos questions tous les mardis de 16h à 18h lors de sa permanence syndicale.

La permanence s'adresse en particulier aux travailleuses et travailleurs de l'industrie.

Contact: Syndicat Unia, Grand Rue 9, 1337 Vallorbe 0848 606 606.

UN BON GUIDE SUR LE DROIT DU TRAVAIL EN SUISSE

La Loi sur le travail s'applique-t-elle à tout le monde? Y a-t-il des questions qu'un recruteur n'a pas le droit de poser à un candidat? Est-ce vraiment utile de noter ses heures? L'employeur a-t-il le droit de surveiller ses employés? Peut-il interdire une relation amoureuse entre collègues de travail? Ou empêcher un ancien employé de travailler pour un concurrent à l'avenir? Peut-on démissionner par oral? Au travers de 90 questions-réponses, le livre *Le droit du travail en Suisse* offre un éclairage sur des situations que l'on rencontre tout le long

de sa vie de salarié. On y apprend, par exemple et pour répondre aux interrogations précédentes, qu'en Suisse, contrairement à la France, il n'y a pas de Code du travail, mais des lois nombreuses et diverses et que la Loi sur le travail ne s'applique pas à toutes les entreprises; qu'un recruteur n'a pas le droit de poser des questions qui touchent à la sphère privée du candidat et que, le cas échéant, celui-ci a le droit de mentir; qu'il est fortement recommandé pour l'employé de noter ses heures, et que c'est obligatoire pour l'employeur; qu'un patron a le droit de surveiller ses employés, mais à certaines conditions; qu'il ne peut interdire une relation amoureuse et qu'un candidat peut mentir à ce sujet lors d'un entretien d'embauche; mais l'employeur peut, en revanche, empêcher un ancien employé de travailler pour un concurrent; il est aussi possible de démissionner ou de se faire licencier par oral.

Docteur en droit, ancien conseiller national et membre de la Commission fédérale du travail, actif au sein du mouvement syndical, l'auteur, le Vaudois Jean-Christophe Schwaab, propose là un guide fort utile, accessible à tous et agréable à consulter. ■ **JB**

Jean-Christophe Schwaab, *Le droit du travail en Suisse. 90 questions-réponses issues de la pratique*, Editions LEP 2018, 248 pp., illustrations de Wazem, 32 fr.



BRÈVE

GENÈVE: NON À LA BAISSE DES RETRAITES DANS LE SECTEUR PUBLIC!

A l'occasion de son assemblée des délégués du 10 janvier dernier, le Cartel intersyndical a décidé de lancer un référendum contre la loi 12 404, concernant la Caisse de pension de l'Etat de Genève (CEPG), afin de sortir d'une situation de crise institutionnelle. En effet, le Grand Conseil a adopté deux lois contradictoires, la loi 12 228 puis la loi 12 404. Le Cartel a soutenu la première, qui garantit de meilleures prestations pour les fonctionnaires que la seconde, et prévoit de recapitaliser la CEPG en misant sur la construction de logements à loyers abordables plutôt que sur la Bourse. Une «opération gagnant-gagnant pour les futurs retraités et les locataires du canton». Cela dit, le Conseil d'Etat a précisé qu'en cas de non-contestation de ces deux lois par référendum, il promulguerait la loi 12 404 et reviendrait devant le Parlement avec ses observations sur la loi 12 228, comme l'y autorise la Constitution. Voici pourquoi ce référendum est nécessaire, selon le Cartel: «Si le Parlement devait alors adopter la loi 12 228, s'ouvrirait un nouveau délai référendaire, mais avec un très sérieux avantage pour le Conseil d'Etat, qu'il se garde bien de relever, peut-on lire dans un communiqué de presse. Vu que la loi 12 404, et donc la baisse des prestations de la CEPG, serait entrée en vigueur entre-temps, il faudrait dès lors financer le rétablissement des prestations actuelles, et cela par une capitalisation à 100%, ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui. Si bien que le Conseil d'Etat aurait un boulevard pour dénoncer le coût élevé de l'opération.» ■ **MT**

Pour signer le référendum, rendez-vous sur cartel-ge.ch (délai final le 10 février).

COMMUNIQUÉ

SWISSCOM: COMMISSION PARLEMENTAIRE OPPOSÉE AUX INTÉRÊTS DU PERSONNEL

La Commission des transports et des télécommunications du Conseil national (CTT-N) s'est prononcée la semaine dernière contre la pétition de Syndicom demandant l'arrêt des réductions de personnel chez Swisscom. La majorité bourgeoise de la commission méconnaît ainsi la situation chez Swisscom et s'oppose aux intérêts du personnel.

Les attentes de profit trop élevées à l'égard de Swisscom, de la part du Conseil fédéral, conduisent chaque année à des coupes dans le personnel uniquement motivées par la politique financière. C'est pourquoi Syndicom (syndicat des médias et de la communication, *ndlr*) a lancé début 2018 une pétition contre la suppression de personnel chez Swisscom. En automne, Syndicom a déposé cette pétition munie de quelque 4000 signatures d'employés auprès du Conseil fédéral et du Parlement.

Le 14 janvier, la CTT-N s'est penchée sur cette pétition. Comme une nette majorité bourgeoise domine le Conseil national depuis les dernières élections, Syndicom n'est pas surpris que la Commission la rejette et soutienne donc la suppression de personnel chez Swisscom.

Afin que Swisscom préserve son standard de qualité élevé exigé par la politique et demeure un bon employeur sur le marché du travail, les attentes du Conseil fédéral en matière de plus-value et de bénéfice doivent absolument être revues à la baisse. Une politique de personnel durable est indispensable pour une entreprise innovante. La CCT-N le méconnaît avec sa décision.

Syndicom continuera à s'engager au niveau fédéral et auprès de Swisscom contre une politique du personnel motivée uniquement par des considérations d'ordre politico-financier. La balle est désormais dans le camp de la CTT du Conseil des Etats. Par ailleurs, Syndicom espère compter sur le discernement du Conseil fédéral qui porte, finalement, la responsabilité de la stratégie de propriétaire de la Confédération pour Swisscom. ■ **Syndicom**

FACE-À-FACE AVEC LES EXILÉS

Après Neuchâtel et Lausanne, l'exposition «Dans les yeux. Portraits de réfugiés» est à voir à Morges jusqu'au 12 février

Aline Andrey

Des enfants, des femmes, des hommes dont le destin a basculé un jour. La guerre, la persécution, un exil forcé périlleux, et les voilà en Suisse, dans un centre d'accueil pour requérants d'asile du canton de Neuchâtel. Rencontrés par les collaborateurs de Médecins du monde Suisse, ils ont accepté de poser pour le photographe Pierre-William Henry, bénévole depuis vingt ans pour l'ONG. Ce face-à-face, à découvrir du 23 janvier au 12 février à Morges, à l'Espace 81, a débuté en 2015, année marquée par «la crise de l'accueil des réfugiés en Europe et non pas la crise des réfugiés», souligne Antoine Morata, responsable communication de Médecins du monde Suisse. Nous soignons sur le terrain, tout en faisant un travail de sensibilisation, que ce soit par des expositions telles que celle-ci ou en soutenant l'appel Dublin demandant à la Suisse de prendre ses responsabilités. En décembre, l'ONG communiquait aussi sa préoccupation quant aux manquements de l'encadrement médical dans le centre fédéral de Boudry (NE). Voyageur infatigable, le photographe neuchâtelois Pierre-William Henry a fait des reportages dans de nombreux pays dès la fin des années 1960. Profon-

dément humaniste, il aime les gens et immortaliser leur visage. Pour ce travail avec Médecins du monde Suisse, il a été frappé par les récits d'exils. «Leurs itinéraires sont incroyables. C'est impressionnant de rencontrer ceux qui ont traversé le désert, ont été torturés en Libye, ont traversé la Méditerranée, pour se retrouver ici, parfois après seulement quelques jours», se souvient le photographe, qui précise: «Tous étaient volontaires pour se laisser photographier. Ils avaient ensuite le choix d'apparaître dans l'exposition ou non.» D'une septantaine de rencontres, 25 portraits de presque autant d'origines ont été tirés en grand format pour l'exposition qui marque les 25 ans de Médecins du monde Suisse. Basée à Neuchâtel, l'ONG reçoit les personnes migrantes vulnérables dans sa Maison de santé à La Chaux-de-Fonds. Elle œuvre également à Haïti, au Bangladesh, en Palestine, au Bénin, au Cameroun ou encore au Mexique. ■

Exposition *Dans les yeux. Portraits de réfugiés*, par le photographe Pierre-William Henry, pour Médecins du monde Suisse, Espace 81 (Grand-Rue 81), Morges, de 9h à 18h, jusqu'au 12 février. medecinsdumonde.ch pwhenry.ch



Dimitry, Ukraine.



Zeinab, Syrie.



Simon, Erythrée.



Suzanne, République démocratique du Congo.

«Que du bonheur!»

Après 36 ans d'engagement auprès des migrants, Caroline de Sybourg, enseignante de français, a pris sa retraite. Retour sur un parcours qualifié de très enrichissant

Sonya Mermoud

La découverte d'autres horizons a toujours attiré Caroline de Sybourg. Une passion concrétisée au quotidien, la Vaudoise ayant consacré sa vie professionnelle à donner des cours d'alphabétisation et de français à un public d'adultes composé essentiellement de migrants. «Comme une amie le relevait, je voulais le monde autour de moi», sourit Caroline de Sybourg qui a pris sa retraite à la fin de l'an dernier, quittant le Centre socioculturel Pôle Sud à Lausanne où elle travaillait comme enseignante et animatrice. Une structure gérée par l'Union syndicale vaudoise. Mais pas de pincements au cœur pour la professeure de 64 ans qui a familiarisé plusieurs milliers de participants à la langue de Molière. Juste de lumineux souvenirs. Et l'envie de s'investir davantage dans des projets comme le théâtre, un art qu'elle pratique déjà. Promesses d'une retraite passionnante après une immersion dans un microcosme haut en couleur, miroir des flux migratoires et bouillonnant creuset de cultures.

MAIN-D'ŒUVRE EXPLOITÉE...

L'aventure pour Caroline de Sybourg, spécialisée dans la formation d'adultes, commence dans les années 1980. Parmi ses premiers élèves alors, des Italiens qui suivent des cours d'alpha-



Pour Caroline de Sybourg, le principal défi était de donner à tous le goût d'apprendre. Un défi relevé avec brio et humour, dans le respect des facultés humaines de chacun.

bétisation dans leur langue, désireux de retourner au pays après différentes initiatives xénophobes – dont celle de Schwarzenbach – visant à limiter le nombre d'étrangers dans nos frontières. Mais aussi des Suisses qui séparés, enfants, de leur famille, n'ont pas bénéficié d'une scolarisation normale. «Sous couvert de les placer dans

des pensionnats, on utilisait ces jeunes comme main-d'œuvre bon marché. On les exploitait», raconte la retraitée. En 1995, le Service de l'emploi décide de subventionner les cours en faveur des chômeurs étrangers. L'enseignante accueille à cette époque dans ses classes nombre de sans-emplois qui, manutentionnaires, ont été victimes des avancées technologiques. «Plusieurs d'entre eux devaient apprendre à lire et à écrire. Ils avaient surtout travaillé dans les champs, d'abord avec des statuts de saisonniers, avant d'obtenir des permis B et C, et n'avaient pas de qualifications», se souvient la sexagenaire qui relèvera aussi les difficultés rencontrées avec des participants asiatiques ou de langue arabe en raison de l'alphabet latin.

UN CHATEAU PLUTÔT QU'UNE VOITURE

Les crises économiques, humanitaires, les guerres généreront chacune leur lot de migrants. Tibétains, Bengalis, Kurdes de Turquie, natifs d'ex-Yougoslavie, du Maghreb... L'enseignante va côtoyer un grand nombre de nationalités. Et des élèves de niveaux très différents entre ceux n'ayant jamais eu accès à une scolarisation – dont une majorité de femmes – à d'autres hautement qualifiés; notamment des Italiens et des Grecs arrivés dans les années 2000. Principal défi que doit relever Caroline de Sybourg? Donner

à tous le goût d'apprendre. Pas toujours évident... «Certains, âgés entre 40 et 60 ans, vivaient en Suisse depuis longtemps. En raison des conflits dans leur pays, ils n'avaient fréquenté qu'occasionnellement l'école. Il fallait les motiver. Ils estimaient le français trop difficile, surtout découragés par leur contact avec l'administratif...» En soutien à la démarche de la professeure, une méthode spécifique, basée sur la «chronologie des apprentissages et les facultés humaines de chaque participant». Et un outil bien personnel: l'humour. Tout en adaptant le programme aux difficultés des uns et des autres et en l'intégrant dans le quotidien. Avec parfois d'amusantes surprises. Questionné sur sa possession ou non d'une voiture, un Egyptien avait répondu: «Je n'ai pas de véhicule de luxe, mais un chameau. C'est beaucoup mieux.» «J'étais restée pantoise. Il a alors expliqué que l'animal lui manquait. Cet enseignement, ce n'était que du bonheur. Du plaisir. Des fous rires partagés. Je peux affirmer que 99,5% des personnes que j'ai formées se sont révélées adorables, touchantes. Un travail très positif.»

MÊME PANSEMENT POUR TOUS

La personnalité ouverte et généreuse de Caroline de Sybourg aura aussi largement contribué à créer une bonne ambiance, attentive à ce que chacun se

sente à l'aise dans ses cours, qu'aucune animosité ne s'installe. Notamment lorsqu'une classe rassemblait des «ethnies ennemies». «A l'heure de la pause, j'avais ainsi exigé que l'on continue à s'exprimer en français, insistant sur l'importance de la langue du pays d'accueil, comparée à un pansement sur un blessé. Un pansement identique pour tous. Il fallait éviter que le ton monte entre par exemple des Serbes, des Kosovars, des Croates et des Bosniaques. Les rivalités restaient aux vestiaires.» Une approche qui a généré aussi des liens d'amitié inattendus. Comme, se rappelle la retraitée parmi tant d'autres relations nouées, celle entre un Polonais ayant fui le régime communiste et un Chilien se réclamant de cette appartenance politique. «Ce travail s'est révélé très enrichissant. J'ai beaucoup appris sur les différentes cultures, les relations humaines, les personnalités. Et jamais je ne me suis avouée vaincue devant les difficultés d'apprentissage. Dans le monde de l'humain, il n'y a pas de frontières. Que des ponts. Les ponts, ce sont la manière d'enseigner et une place offerte à chacun.» ■